



# QUOI DE NEUF?

NOUVELLES DE LA FONDATION HIRONDELLE | NUMÉRO SPÉCIAL 20 ANS | OCTOBRE 2015



© Radio Okapi en reportage à Kinshasa.  
Photo: Gwenn Dubourthoumiu / Fondation Hirondelle 2011

## Un enjeu majeur

Plusieurs dizaines de millions de personnes, en Afrique, en Europe, en Asie, ont régulièrement écouté et suivi les médias de la Fondation Hirondelle au cours des vingt dernières années. Des médias généralement en tête des sondages. Nous pouvons le dire sans forfanterie : c'est un plébiscite.

Un plébiscite pour cette information crédible, rigoureuse, généraliste, engagée et non partisane, que nous tentons jour après jour de proposer à des auditeurs, des lecteurs, qui se sentent et se savent pris dans les propagandes et les manipulations. Un plébiscite pour l'immense travail d'enquête et de vérification qu'exige cette information. Un plébiscite pour ces débats entre adversaires, parfois entre ennemis, qui acceptent au micro ce qu'ils refusent ailleurs : se parler. Un plébiscite, parce que cette offre répond, tout simplement, à un besoin humain vital.

L'enjeu est là. Immense, simple, méconnu. Aucun objectif de paix, de développement, de tolérance religieuse, aucun objectif de lutte contre les épidémies mondiales ou les dérèglements climatiques, aucun objectif de réduction de la pauvreté ou de suffisance alimentaire ne sera atteint sans que les milliards de personnes qu'ils concernent directement n'y adhèrent. Et ces personnes n'y adhéreront que si elles sont correctement, honnêtement, rigoureusement informées. Globalement, notre monde n'en prend pas le chemin.

Il faut un véritable engagement de forces politiques, financières, d'entreprises. C'est aussi celui de journalistes sur le terrain qui parfois risquent leur vie. C'est cet engagement auquel nous croyons.

Jean-Marie Etter,  
Directeur général de la Fondation Hirondelle



© Des manifestants tunisiens à Gafsa s'expliquent. Photo: Gwenn Dubourthoumiu / Fondation Hirondelle.

## L'information otage des propagandes

« Proposer une information utile, impartiale et indépendante à des populations qui en sont privées par une situation de conflit, de crise, une catastrophe ou toute situation où le droit à l'information est bafoué pour toute autre raison »... Il y a vingt ans, ainsi s'écrivaient les buts de la Fondation Hirondelle.

Il y a vingt ans. C'était avant les attentats du 11 septembre 2001, avant *Charlie Hebdo*; avant les guerres d'Afghanistan et d'Irak; avant le Kosovo et l'Ukraine; avant les chutes du Congolais Mobutu et du Libérien Charles Taylor; avant les prises de conscience mondiales sur l'impact et les causes des changements climatiques, les grandes pandémies de grippe ou d'Ebola; avant la mise en circulation de l'Euro, avant la crise des « subprimes » et l'effondrement des bourses; avant la naissance de Facebook et de Twitter, avant Edward Snowden, avant Lampedusa...

En vingt ans, une immense révolution technologique a eu lieu. Les trois rois – télévision, radio et presse écrite – ont perdu leur hégémonie au profit des réseaux sociaux, du web, de la téléphonie mobile. Désormais, tout passe – aussi – par là.

L'information utile, impartiale, indépendante a-t-elle gagné du terrain en vingt ans? Non. Faute d'être rentable, la presse généraliste se bat pour sa survie. Les médias électroniques de service public multiplient les cures d'amaigrissement et sont

acculés à justifier leur existence. Toutes les propagandes – militaires, politiques, économiques, sociales – se cherchent des porte-voix, et souvent peuvent les acheter.

Les médias enserrant la planète d'un maillage dense, serré. Ils vibrent sans cesse aux tressaillements et aux chocs d'un monde encore moins stable, moins policé, moins prévisible qu'il y a vingt ans. Des rumeurs surgissent et se répandent çà et là, imprévisibles comme des feux de brousse, avant de s'éteindre. Jamais autant de messages n'ont circulé, en tous sens, de toutes origines, des plus violents aux plus anodins, sur tous les supports possibles et imaginables.

Sommes-nous bien informés pour autant, comme nous en aurions le droit? Russes, Ukrainiens, Irakiens, Syriens, réfugiés, parmi tant d'autres en conflit, en crise ou au désespoir, disposent-ils de l'information impartiale et indépendante qui doit contribuer à leur permettre d'exercer librement, en connaissance de cause, leur citoyenneté? Non, et aujourd'hui encore moins qu'il y a vingt ans.

## Réseaux sociaux et propagande mondialisée

Vingt ans séparent les messages assassins de la Radio Télévision Libre des Mille Collines au Rwanda des vidéos de mise à mort diffusées par l'organisation Etat islamique (EI). A peine une génération pour passer d'une radio locale à une machine médiatique au rayonnement international. La propagande se nourrit de la montée en puissance des réseaux sociaux ces dix dernières années : Facebook compte 1,49 milliard d'utilisateurs, Twitter en totalise 304 millions (chiffres GlobalWebIndex, août 2015). Aucun média n'a connu un tel développement par le passé.

L'EI l'a bien compris, faisant des réseaux sociaux un des deux piliers de sa stratégie de communication : à l'attention des médias occidentaux, des vidéos professionnelles relayées par l'agence Amaq News ; à destination de la jeunesse occidentale à recruter, des fils Facebook ou Twitter mêlant images crues de la guerre et visions idylliques des territoires conquis. Au seul dernier trimestre 2014, le think tank états-unien Brookings Institution estimait à au moins 50 000 le nombre de comptes Twitter utilisés à des fins de propagande par l'EI. Depuis janvier 2015, l'organisation a toutefois pris conscience de la surveillance policière accrue sur les réseaux sociaux et demande à ses membres de les utiliser avec précaution.



© Radio Agatashya, Rwanda 1995. Photo Fondation Hironde.

## Développer une culture de l'information non violente

Chroniqueuse au MINAGRI<sup>1</sup> (1986-1990), journaliste au Studio Icyali créé par la Fondation Hironde à Kigali (1995-1996) puis au CREACOM<sup>2</sup> (1996-1997), Eugénie Mukamugema vit aujourd'hui en Belgique. Rescapée du génocide des Tutsi de 1994, elle vient de publier *Une vie au Rwanda* (Izuba, 2015). Elle y témoigne de la violence politique qui a marqué sa carrière et décimé les siens, dénonce les médias de la haine et déplore l'état politique qui continue d'étouffer les médias indépendants dans la région des Grands Lacs.

### Comment avez-vous débuté dans le journalisme au Rwanda ?

**Eugénie Mukamugema :** En 1986, fonctionnaire au MINAGRI, j'ai reçu l'ordre de devenir « chroniqueuse ». Les Tutsi étaient obligés d'exécuter toute demande des autorités. J'ai donc réalisé des reportages radiophoniques sur les activités du MINAGRI, sous la supervision d'un chef qui veillait à ce que nous ne nous écartions pas des directives du ministère. En tant que Tutsi, je n'étais pas bien acceptée à la Radio Rwandaise : je travaillais dans un environnement discriminant devenu menaçant à l'approche du Front patriotique rwandais (FPR). Après son attaque en octobre 1990, j'ai dû quitter mon poste de chroniqueuse car j'étais assimilée aux *inyenzi*<sup>3</sup>.

### Le paysage médiatique rwandais a-t-il influé sur le génocide des Tutsi ?

**EM :** Au début des années 1990, on distinguait trois types de médias au Rwanda : les médias d'Etat, les médias religieux et les médias des partis politiques. Peu avant avril 1994 est apparue la Radio Télévision Libre des Mille Collines, instrument du génocide qui livrait les noms des Tutsi à exterminer et des opposants à assassiner. J'ai eu la chance d'échapper au génocide. Grâce au Studio

Icyali de la Fondation Hironde, installé à Kigali, j'ai pu m'investir dans une information en faveur de la paix. Le Studio Icyali (« nid d'hirondelle » en kinyarwanda) réalisait des émissions de radio sur la reconstruction du Rwanda, le retour de la paix, la réunification des familles dispersées par le génocide. Nous allions dans les villages et recueillions la parole des Rwandais. Ces émissions étaient diffusées sur Radio Agatashya située à Bukavu (RD Congo). Mais le Studio Icyali a arrêté de produire dès février 1996, son autorisation n'a pas été renouvelée.

### Quelle est la situation médiatique aujourd'hui au Rwanda ?

**EM :** Les autorités rwandaises ont une tâche difficile : assurer la pluralité d'expression alors que de nombreux acteurs du génocide continuent de noyer leurs responsabilités. S'il y avait assez de journalistes capables d'écrire sur une base impartiale ce qui s'est passé en 1994 concernant le génocide des Tutsi et les massacres des opposants politiques, les discours ambigus - notamment sur l'existence d'un double génocide - n'auraient plus cours. Cette situation ne pourra s'améliorer que si l'information sur les Grands Lacs devient non-violente, aux mains de médias hors d'atteinte des idéologies de haine et de domination.

1. Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et des forêts.

2. Centre de ressources et d'appui en communication.

3. *Inyenzi*, « cafards » en kinyarwanda, désignait alors les membres du FPR puis, par extension, tous les Tutsi.

## La sécurité des journalistes en question

En 1946, la première session de l'Assemblée générale des Nations unies affirmait que « la liberté d'information est un droit fondamental de l'homme » et qu'elle « implique le droit de recueillir, de transmettre et de publier les nouvelles en tous lieux et sans entraves ». Soixante-dix ans après, n'est-il pas urgent de prendre acte des bouleversements récents du monde et de mieux garantir les droits, l'indépendance et la sécurité des organes de presse et des journalistes ? Ces dernières années, la pression n'a en effet cessé de s'accroître, en particulier dans les régions instables. Selon Jan Eliasson, Vice-Secrétaire général de l'ONU, « sur les 593 cas de journalistes tués entre 2006 et 2013, 273 l'ont été dans des zones de conflit ». Les rapports mettent en avant le fait que les victimes sont en majorité des journalistes locaux couvrant des sujets locaux, et que dans 90 % des cas aucune poursuite judiciaire n'est engagée.

Le 27 mai 2015, le Conseil de sécurité de l'ONU a donc adopté une résolution engageant l'ensemble des gouvernements à lutter plus efficacement contre l'impunité dont bénéficient les meurtriers de journalistes. Reste à savoir si cet appel sera entendu par les gouvernements nationaux. Ou si l'assassinat de journaliste devra être requalifié en violation grave des droits humains afin de faire planer sur ses auteurs la menace de la justice pénale internationale...



© Journaliste de Radio Miraya à Juba. Photo : Kevin Bellwood / Fondation Hirondelle

## Médias : se rapprocher des êtres humains pour bâtir la paix

Jean-Marie Guéhenno, président du think tank International Crisis Group (ICG), a été Secrétaire général adjoint de l'ONU en charge des Opérations de maintien de la paix (2000-2008). Il livre sa vision des crises actuelles et du rôle des médias pour contribuer à les apaiser.

### Diriez-vous que le monde est aujourd'hui en crise(s) ?

**Jean-Marie Guéhenno :** Assurément, le monde est aujourd'hui en crise. On peut appeler crise une absence de communication, de terrain commun entre des êtres humains. Si le monde s'unifie du fait de l'uniformisation des techniques et de la mondialisation des moyens de communication, la perception de la réalité n'a peut-être jamais été si diverse d'un bout de la planète à l'autre. Y compris au sein d'un même pays, par exemple entre milieux aisés des centres-villes et milieux défavorisés des banlieues. Cette crise est politique : l'information n'a jamais autant circulé, et pourtant il manque des repères communs, une vision commune des choses qui permettrait d'envisager ensemble des solutions. Cette fragmentation du monde, qui s'accroît conjointement au rappel médiatique permanent de la présence de l'autre, se traduit aujourd'hui par la montée des extrémismes religieux. Pour répondre à cette crise, l'approche géopolitique classique doit être complétée par une approche plus proche des êtres humains.

### Dans cette optique, quel peut être le rôle des médias ?

**JMG :** Les médias peuvent jouer aussi bien le meilleur que le pire des rôles. D'autant que les technologies numériques rendent la diffusion de leurs contenus quasi instantanée. La responsabilité des médias est gigantesque

dans des pays en sortie de conflit car compte tenu de la destruction des infrastructures physiques, ils forment souvent le seul trait d'union entre les habitants. Pour moi, le rôle des médias dans ces pays doit être de construire une histoire commune, en tout cas un récit du réel communément acceptable à partir duquel les parties prenantes au conflit peuvent commencer à dialoguer. Ce travail a été admirablement accompli par Radio Okapi en République démocratique du Congo dans les années 2000 : j'ai assisté à des émissions où les auditeurs appelaient de toutes les régions du pays pour livrer et échanger pacifiquement leurs visions divergentes d'événements qui avaient été extrêmement traumatisants pour tous. Il est vrai que cette radio donne volontiers la parole aux gens, dans ses reportages comme dans ses émissions de plateau.

### Comment l'International Crisis Group traduit-il cette vision des médias ?

**JMG :** L'ICG communique, il est son propre média. Notre communication en ligne va évoluer vers des contenus plus diversifiés, où le texte écrit est complété par le multimédia. Cette évolution de forme traduit un basculement de fond : notre think tank, qui a bâti sa légitimité sur la crédibilité de ses recommandations aux décideurs, doit élargir son audience pour façonner le débat public. Dans le monde atomisé qui est le nôtre, bâtir la paix nécessite en effet de s'adresser non seulement aux plus responsables mais à l'ensemble d'une société.

## Des ONG pour le droit à l'information

A l'instar de la Fondation Hironnelle, plusieurs ONG et fondations se consacrent mondialement à rendre effectif l'exercice du droit à l'information garanti par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Parmi elles :

- **Internews** (Californie) encourage la production médiatique par et pour des catégories de population défavorisées (femmes, minorités...) et sur certains sujets importants (MST, environnement...);

- **Free Press Unlimited** (Amsterdam) facilite la production d'informations fiables, notamment dans les régions pauvres ou instables;

- **Search for Common Ground** (Washington DC) utilise les médias locaux afin de susciter des discussions sur les causes de la violence, en vue de surmonter les différences;

- **BBC Media Action** (Londres) utilise les médias locaux afin de susciter des discussions sur les sujets de société et se propose de transformer la vie des gens à travers les médias;

- **la Fundación para el nuevo periodismo iberoamericano** (Colombie) travaille à un journalisme d'excellence, pour sa contribution à la démocratie et au développement en Amérique latine...

Le droit d'être informé a un pendant, celui d'informer sans être inquiété. Des ONG veillent mondialement à la protection des journalistes et du droit à la liberté d'expression, parmi lesquelles le **Committee to Protect Journalists** (New York), **Article 19** (Londres) ou **Reporters sans frontières** (Paris, Genève).



© La boîte aux lettres d'une radio communautaire centrafricaine pour ses auditeurs. Photo Sophie Brandström / Fondation Hironnelle.

## Le pari de l'investissement dans des médias durables

Comme la Fondation Hironnelle, le Media Development Investment Fund (MDIF) fête cette année son 20<sup>e</sup> anniversaire. Sa stratégie repose sur des prêts et des garanties accordés à des médias répartis dans le monde entier, avec l'objectif d'asseoir leur indépendance et de favoriser ainsi leur participation au débat public. Une vision à long terme sur laquelle revient Patrice Schneider, *Chief Strategy Officer* du MDIF basé à Zurich.

### Quels sont les critères de vos investissements ?

**Patrice Schneider :** Nos bénéficiaires doivent répondre à certaines exigences, parmi lesquelles, naturellement, l'édition de contenus crédibles et indépendants. Les informations produites doivent alimenter le débat public et représenter la diversité des opinions politiques. Nous sommes très vigilants sur cette dimension pluraliste, de même que sur la promotion des droits de l'homme, des droits des minorités et de la coexistence entre ethnies. Prioritairement, le MDIF intervient dans des pays en transition démocratique, où la liberté de la presse a été menacée, où une information fiable et vérifiée manque à la population. Sauf exception, nos clients sont officiellement enregistrés dans ces pays, mais il est exclu qu'ils appartiennent ou soient liés à l'Etat.

### Comment évolue votre stratégie au regard des bouleversements suscités par l'arrivée des nouvelles technologies ?

**PS :** A quelques exceptions près - par exemple l'Egypte et la Birmanie où le papier représente encore un potentiel de croissance -, nous ne nous concentrons plus que sur des modèles de développement fondés sur le numérique.

Les structures de presse évoluant dans un environnement hostile à leur indépendance mais faisant délibérément le pari du numérique pour atteindre une large audience retiennent donc toute notre attention. On parle alors de « rupture numérique » (*digital disruption*). Bien sûr, nous nous intéressons à d'autres catégories, comme cette société indonésienne, KataData, qui a mis en place un modèle associant un vrai travail d'investigation à des analyses sur le milieu des affaires effectuées à des fins commerciales. Je pense aussi à une société indienne, Gram Vaani, proposant de l'information pratique pour les personnes illettrées via les réseaux de téléphonie mobile. Il y a encore le cas d'une nouvelle chaîne de télévision péruvienne qui s'adressera aux populations défavorisées de Lima.

### Comment mesurez-vous l'impact de vos actions ?

**PS :** Notre appréciation - qui doit en effet être mesurable - s'exerce à deux niveaux. Premièrement, notre impact sur les médias soutenus - comment évolue un client au regard de l'investissement que nous lui avons accordé. Deuxièmement, leur impact dans les sociétés où ils opèrent - en somme, leur implication dans le processus démocratique.



© L'opérateur du Studio Mozaik à Abidjan. Photo Macline Hien / Fondation Hirondelle.

## En Afrique, de nouveaux horizons médiatiques

Le continent africain est désormais une terre de foisonnement médiatique. C'est dans la partie anglophone (Kenya, Nigeria, Afrique du Sud) que se concentrent les journaux à fort tirage et les grands groupes audiovisuels, à l'image de la South African Broadcasting Corporation (SABC), remodelée profondément au lendemain de l'apartheid pour accompagner « le réveil de la nation ». Côté francophone, les médias sont moins concentrés, mais la vitalité des radios - notamment des radios communautaires -, des télévisions et des journaux est saisissante.

Phénomène récent, les médias français s'intéressent de très près à un espace francophone africain promis au développement. *Le Point* et *Le Monde* possèdent déjà leur extension « Afrique », de même que la rédaction française du site d'information en ligne Slate. Canal+ a lancé A+ à l'automne 2014 à destination du public familial africain.

L'agence de presse turque Anadolu diffuse elle aussi depuis peu des dépêches en français à destination des pays francophones d'Afrique. La Chine n'est pas en reste avec, entre autres initiatives, le site en anglais African News porté par l'agence de presse officielle Xinhua.

## Insérer la Côte d'Ivoire dans un paysage médiatique mondial

Ibrahim Sy Savané préside la Haute autorité de la communication audiovisuelle (HACA) en Côte d'Ivoire et le Réseau francophone des régulateurs des médias (REFRAM). Cinq ans après la crise post-électorale de 2010-2011, il évoque la reconstruction du secteur des médias.

### Comment décririez-vous le paysage médiatique en Côte d'Ivoire avant et pendant la crise post-électorale de 2010-2011 ?

**Ibrahim Sy Savané :** La crise qui a culminé en 2010 a commencé dès la fin des années 1990. Une situation délétère a abouti au coup d'Etat de décembre 1999. Ce ne fut pas une période propice au développement du paysage médiatique même si, paradoxalement, des textes importants sont nés dans cette période. La loi de 2004, malgré ses imperfections, continue ainsi de régir la presse et les médias. C'est également en pleine crise que j'ai pris l'initiative de créer le Fonds de Soutien et de Développement de la Presse (FSDP), ainsi que la Convention salariale des journalistes. On peut aussi citer le décret relatif à la réglementation de l'affichage ou la mise en place du premier comité dédié à la transition numérique. Mais, précisément à cause de la crise, toutes ces initiatives ne pouvaient donner leur pleine mesure. Durant la période 2010-2011, aucune règle n'existait plus. Le paysage était tout simplement dévasté. Au point que si j'ai un regret, c'est que l'on n'ait pas mis certains médias sous embargo au même titre que d'autres vecteurs de guerre.

### Comment évolue le paysage médiatique ivoirien aujourd'hui ?

**ISS :** La Côte d'Ivoire se doit d'offrir un paysage médiatique plus en rapport avec la dimension de son influence économique et culturelle. Nous sommes face à deux défis. Celui de la libéralisation et celui des mutations

technologiques, dont le numérique est une composante essentielle. La structuration de ce paysage, longtemps resté en jachère, se fait dans la confrontation planétaire. La concurrence implique tous les médias du monde. Comment exister à la fois localement et au niveau international ? « L'économie de l'attention » requiert savoir-faire, vision et rapidité d'action. Si l'on est trop lent, des risques de déclassement existent avec les nouveaux médias qui bouleversent la donne : chaque jour voit arriver de nouveaux acteurs dotés de capacités financières inouïes. Nous restons toutefois optimistes car nous disposons de talents qui s'affirment de jour en jour. Enfin, il ne faut pas que la télévision épuise toutes les ressources au détriment de la radio qui demeure selon moi, ici ou ailleurs, un média d'avenir.

### Dans ce contexte, comment agissent la HACA et le REFRAM pour créer un environnement médiatique durable ?

**ISS :** La HACA est le régulateur. Ce concept est vaste : l'allocation des ressources spectrales, la veille technologique par rapport aux normes, la régulation souple des contenus, la dimension économique, sont autant d'aspects qui font partie de ses prérogatives. Quant au REFRAM, qui regroupe 28 pays, il offre un cadre de concertation pertinent. Depuis juin dernier, la Côte d'Ivoire en assure la présidence et la Suisse la vice-présidence pour deux ans. Nous considérons qu'il existe à l'échelle francophone des problèmes communs qui appellent des solutions communes.

## Un monde diversément connecté

L'Internet fixe et mobile est aujourd'hui un média majeur. Avec plus de 90 % d'habitants connectés, l'Europe du Nord est championne du monde de l'accès à l'Internet, juste devant un peloton de pays riches (Japon, Etats-Unis, Allemagne, Suisse, France...) aux alentours de 85 % (source : Banque mondiale).

L'Afrique est à la traîne : les pays les plus connectés y sont l'Afrique du Sud (49 %), le Nigeria et le Kenya (43 %). En Afrique francophone, aucun pays ne dépasse 18 %. Les pays en conflit sont quasiment privés d'Internet : on compte 3 utilisateurs pour 100 personnes en RD Congo, à peine 4 en République centrafricaine. Toutefois, 70 % des Africains possédaient un téléphone portable en 2014. A moyen terme, l'Internet mobile devrait donc suivre le même mouvement.

Dans le reste du monde, les pays en crise sont aussi les plus dépourvus d'accès au réseau : avec respectivement 11 et 17 utilisateurs pour 100 habitants, l'Iraq et la Libye sont deux fois moins connectés que leurs voisins. Les autres causes du faible accès à l'Internet sont connues : analphabétisme, régimes autoritaires méfiants à l'égard de la diffusion des informations, infrastructures insuffisantes, coût de l'équipement... Les effets économiques structurants de l'Internet plaident néanmoins pour un élargissement rapide des réseaux.



© Un journaliste de la Radio tunisienne sur le web. Photo Gwenn Dubourthoumieu / Fondation Hirondelle.

## Internet et développement

Développer Internet pour maîtriser ses contenus et accéder à l'information : c'est l'un des grands chantiers sur lequel le continent africain est engagé depuis une dizaine d'années. Les disparités d'une région à l'autre sont importantes, mais le mouvement est réel. A la tête de Google Afrique francophone depuis 2008, le Sénégalais Tidjane Dème s'emploie à lever les barrières et à convaincre ses interlocuteurs du potentiel de croissance que recèle la mise en place du réseau. Entretien.

### Quel est l'enjeu du développement d'Internet en Afrique ?

**Tidjane Dème :** Les autorités en Afrique ont pour tradition de suivre un discours qui pose les bons objectifs mais de façon plutôt technique, comme le taux de pénétration. Nous les encourageons à mettre l'accent sur des stratégies rattachées à leurs ambitions socio-économiques : la croissance, la création d'emplois, l'éducation, la bonne gouvernance, etc. Cela permet de développer une approche basée sur le long terme, de motiver les investissements et les efforts nécessaires, et d'identifier les bons indicateurs de suivi de ce secteur.

### Quelles sont les difficultés auxquelles vous devez faire face ?

**TD :** Les infrastructures posent un problème général en Afrique pour le développement d'un Internet haut débit ouvert et accessible à tous. Ainsi, la connectivité internationale, malgré des progrès, reste une composante importante du coût. Au niveau des infrastructures interurbaines, on observe de réels investissements publics, mais des problèmes de qualité obligent les opérateurs à effectuer eux-mêmes des dépenses très élevées. Puis, il y a la question des goulots d'étranglement qui se forment dans les

infrastructures métropolitaines et les réseaux d'accès, avec pour effet de réduire l'impact des investissements consentis. Des modèles de partage impliquant les acteurs privés et publics doivent être créés afin de rendre les investissements viables.

La réglementation représente aussi une difficulté. Tout d'abord, la politisation et l'absence de transparence et de prévisibilité des coûts constituent un obstacle pour les acteurs privés souhaitant investir. Ensuite, le régime de licence monolithique ne permet pas de prendre en compte la diversité des acteurs nécessaire à un fonctionnement efficace du secteur. Enfin, les quelques outils de régulation permettant d'organiser les dynamiques de marché sont utilisés de manière très insuffisante.

### Qu'en est-il du rôle social que peut ou doit jouer une société mondiale telle que Google sur le continent africain ?

**TD :** Bien que nous menions quelques initiatives, notamment dans le domaine de l'éducation, nous sommes convaincus que le véritable impact social de notre action viendra de notre contribution au développement d'un Internet riche, dynamique et ouvert, moteur de croissance économique, de développement social et d'inclusion.

## Le Fairphone, smartphone éthique

Le développement exponentiel des smartphones pose plusieurs questions éthiques, parmi lesquelles l'exploitation massive de métaux rares à travers le monde suivant des critères sociaux et environnementaux fragiles voire inexistantes, et l'obligation faite à l'utilisateur de lier sa navigation en ligne à des chaînes d'applications commerciales prédéfinies. En matière de téléphonie et d'accès à l'information, la liberté du consommateur s'acquiert donc aussi en faisant des choix responsables.

C'est fort de ce constat que l'entrepreneur social Bas Van Abel s'est lancé en 2013 à Amsterdam dans une aventure aussi intéressante qu'ambitieuse : le Fairphone. L'idée ? « Fournir aux consommateurs un téléphone qui respecte leurs exigences éthiques et prouver aux autres fabricants qu'on peut le faire ». Quatre années de recherches dans les pays miniers lui ont permis de construire une filière d'approvisionnement garantie sans conflit et sans violation des droits sociaux. Le téléphone, dont les pièces sont facilement remplaçables par l'utilisateur, est aussi un antidote au fléau environnemental de l'obsolescence programmée. Lié à Google via le système d'exploitation Android, le Fairphone rend toutefois le code source public afin de permettre de faire évoluer le système d'exploitation en fonction des besoins des utilisateurs.

Une deuxième génération de l'appareil doit apparaître sur le marché dans les tout prochains mois.



© Une paysanne et son chevreau, avant l'entretien avec un journaliste. Metlaoui, Tunisie. Photo Gwenn Dubourtoumieu / Fondation Hironnelle.

## Numérique : les Etats veillent et surveillent...

Courtney Radsch, directrice du Plaidoyer au sein du Committee to Protect Journalists (CPJ), New York, évoque la campagne « Le droit d'informer à l'ère numérique » lancée en septembre 2014 pour lutter contre la surveillance des journalistes par les Etats.

### Quelle est l'origine de la campagne « Le droit d'informer à l'ère numérique » ?

**Courtney Radsch :** Traditionnellement, le CPJ concentre son attention sur les pays où les journalistes subissent de graves menaces. Mais en 2013, différentes affaires comme le piratage de téléphones d'Associated Press (AP) et l'assignation en justice du journaliste James Risen (suite à ses révélations sur un programme de surveillance de la NSA, ndr) nous ont poussés à regarder de plus près la question de la liberté de la presse sous le mandat de Barack Obama. Quand un gouvernement démocratique comme celui des Etats-Unis sape le droit des journalistes au sein même de ses frontières, il donne des arguments à des gouvernements répressifs qui cherchent à renforcer les restrictions sur les médias et Internet. Nous avons donc engagé des discussions au plus haut niveau et fait la demande d'une directive présidentielle interdisant l'espionnage et le piratage des journalistes et des médias aux Etats-Unis et dans le monde.

### Le développement des technologies numériques est-il partout synonyme d'un renforcement des surveillances ?

**CR :** Le ressenti de la population à l'égard des gouvernements varie fortement d'un pays à l'autre. Dans certains pays arabes, par exemple, les blogueurs et les militants sont tellement convaincus de l'omniprésence de la surveillance qu'ils considèrent simplement

cela comme un fait. En Tunisie, qui avait à l'époque de Ben Ali l'un des régimes de censure et de surveillance les plus poussés de la région, les citoyens ont été habitués à vivre dans un tel système. Autre exemple avec le Royaume-Uni : la surveillance de journalistes par le gouvernement n'a pas provoqué d'indignation publique malgré les révélations de la presse chaque semaine. Dans des pays en crise comme la Syrie, les journalistes et les militants des médias doivent prendre d'innombrables précautions pour se protéger et communiquer entre eux ou avec leurs sources, d'autant plus que la plupart d'entre eux sont anonymes.

### Précisément, de quels moyens les journalistes disposent-ils pour se prémunir contre ce nouveau type de menace ?

**CR :** Avant toute chose, les journalistes doivent comprendre la portée des menaces numériques et intégrer le fait qu'elles sont indissociables des menaces physiques exercées à leur encontre ou à l'encontre de leurs sources. Le CPJ travaille avec des partenaires à mettre en place des mesures de protection par défaut, tels que la navigation sécurisée sur Internet et le cryptage des mails. Avec d'autres organismes, nous pouvons aussi renseigner les journalistes sur les mesures à prendre pour se protéger et sur les raisons de s'intéresser de près au chiffrement bout à bout (*end-to-end encryptions*) et aux enjeux des nouvelles guerres de la cryptographie (*cryptowars*).

# Les médias de la Fondation Hironnelle face à leurs défis

République centrafricaine, Mali, Côte d'Ivoire, Tunisie, Guinée, mais aussi Birmanie : le déploiement de la Fondation Hironnelle recouvre des réalités diverses. Avec un fil conducteur : informer la population au prix de la plus grande rigueur.

Consolider la structure, l'inscrire durablement dans le paysage médiatique local : c'est l'un des principaux défis auxquels **Radio Ndeke Luka** (RNL) fait face en République centrafricaine. La guerre civile qui a éclaté en 2013 a certes consolidé le lien de confiance avec la population, mais elle a entamé dans le même temps les perspectives de développement de la station. Créée en 2008, la Fondation Ndeke Luka doit répondre à cet objectif.

C'est dans un climat de crise que la Fondation Hironnelle a également démarré en 2011 une collaboration avec **la Radio nationale tunisienne** (4 chaînes nationales et 5 régionales). La page Ben Ali tournée, il s'est agi de réorganiser la structure et les stations en vue de les professionnaliser. Le

travail se poursuit.

La formation et l'autonomisation figurent encore au centre des programmes ouverts dans trois autres pays en 2013 et 2014. Au Mali, **Studio Tamani** diffuse deux heures d'émission au quotidien à travers un réseau de stations partenaires. «Grand dialogue» en est devenu l'un des rendez-vous phares. En Guinée, **Studio Hironnelle-Guinée** a été créé pour élever la qualité des programmes radiophoniques et renforcer les capacités des médias du pays. **Studio Mozaik** vise, enfin, à former en Côte d'Ivoire une nouvelle génération de professionnels aux métiers de la radio.

En parallèle, la Fondation Hironnelle travaille en Birmanie à l'ouverture d'un *Media Center* au sein du Parlement.



© L'ancien président tchadien, Hissène Habré, Dakar, Sénégal, 2015. Photo AFP.

## JusticeInfo.net : au service de la justice transitionnelle

Un portail d'information et de débats pour renseigner et soutenir les mécanismes de réconciliation.

Sur la base d'un partenariat de la Fondation Hironnelle avec Harvard Humanitarian Initiative et Oxford Transitional Justice Research, le site JusticeInfo.net couvre en français et en anglais l'actualité de la justice transitionnelle à travers le monde. Cour pénale internationale (CPI), Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), tribunaux mixtes, commissions justice et vérité... : l'ensemble des processus judiciaires qui accompagnent la transition d'une société en état de guerre vers un état de paix est ainsi renseigné et documenté.

Comptes-rendus, suivi de l'actualité en

continu et analyses offrent une couverture globale des questions de justice, de paix et de réconciliation à l'attention des médias et des journalistes, des chercheurs et acteurs de la justice transitionnelle, et du grand public. La rédaction en chef du site est internationale et s'appuie sur un réseau de collaborateurs répartis dans le monde entier, avec le soutien des médias de la Fondation Hironnelle.

Unique dans sa portée et son fondement au croisement du droit à la justice et du droit à l'information, JusticeInfo.net entend devenir un média indépendant de référence dans son domaine de spécialisation.

## Informer dans un monde en crise(s)

Depuis sa création, la Fondation Hironnelle s'attache à identifier le besoin d'information propre à chacune des situations où elle est appelée à proposer une intervention. Elle cherche ensuite la solution la mieux adaptée à ce besoin : il n'existe pas de « modèle » reproductible d'une situation à l'autre.

Les crises d'aujourd'hui sont complexes et multiformes ; elles peuvent être planétaires, mais avec des répercussions micro locales ; elles peuvent être segmentées, mais appeler des solutions interconnectées. Dans la crise des migrations, par exemple, qui, aujourd'hui, a besoin d'une information dont il ne dispose pas ? Dans la montée des fanatismes religieux, l'absence d'informations joue-t-elle un rôle ? Où sont ces manques, de quelle nature sont-ils ? Dans les difficiles processus de construction des États de droit, dans l'acceptation et la mise en oeuvre de la justice internationale, quels sont les besoins d'information ?

Plutôt que de tenter de façonner les esprits à travers la diffusion de messages et de contre-messages, il est utile de savoir d'abord où sont exactement les manques d'information, quelle est leur nature, et de chercher à savoir s'il serait possible de les combler, et comment.

Le 2 octobre 2015, à Genève, ce sont ces questions qu'aborderont les intervenants et les invités au colloque organisé à l'occasion du 20ème anniversaire de la Fondation Hironnelle.

Jean-Marie Etter,  
Directeur général de la Fondation Hironnelle

## Impressum

Quoi de Neuf ?  
Publication trimestrielle  
de la Fondation Hironnelle

Rédacteur responsable :  
Jean-Marie Etter

Conception, rédaction :  
Benjamin Bibas et Francky Blandeau  
la fabrique documentaire

Avenue du Temple 19 C  
1012 Lausanne, Suisse

www.hironnelle.org  
info@hironnelle.org  
Téléphone : +41 21 654 20 20  
Télécopie : +41 21 654 20 21

CCP 10-16329-8 Lausanne